

Séance du Conseil Municipal du 21 novembre 2008

Présents: DONADEY Pierre, BARRIOS BRETON Marie Thérèse, SALTON Gérard, VRIGNON Bertrand, VALLAURI Jean- Claude, BLOUET Yves, CAVANI Michelle, DEBOST Bernard, DORDE Maéva, DOTTAIN Laurence, DUQUESNE Céline, HAVARD-CORBIERE Chantal, PASTOR Nicole, REYNAUD Gilles, SIMON Raphaël, SOUMATI Marie-Christine, ZIZZO François.

Procurations :

M. REYNAUD Gilles à Mme DUQUESNE Céline
Mme HAVARD-CORBIERE Chantal au Dr. DONADEY Pierre
Mme DOTTAIN Laurence à Mme SOUMATI Marie-Christine

Secrétaire :

Mme PASTOR Nicole

Ouverture de la séance du Conseil Municipal à 20h30.

Lecture du PV du dernier conseil municipal du 24 octobre 2008 :

Monsieur le Maire donne lecture du PV qui sera disponible sur le site Internet de la commune.

Adoption du PV : Unanimité.

Séance du Conseil Municipal du 21 novembre 2008

Ouverture de la séance :

Sont retirées :

- une délibération relative au choix de l'entreprise concernant la 3^{ème} phase de la vidéosurveillance;
- une délibération relative à l'attribution de subventions aux associations;

Sont rajoutées :

- une délibération relative à la désignation du délégué suppléant du SIP, Syndicat Intercommunal des Paillons;
- une délibération relative à la prise en charge des frais de formation de deux agents de l'école;

Madame PASTOR Nicole est élue secrétaire de séance.

Ordre du jour :

1^{er} point : Rénovation toiture Chapelle Saint Roch ; Choix de l'entreprise :

Monsieur le Maire rappelle au conseil municipal la délibération du 06 juin 2008 informant de la nécessité d'effectuer des travaux de rénovation de la toiture de la chapelle Saint Roch.

Compte tenu des divers et imprévus, le coût total de cette opération a été estimé à 29 000 € HT, soit 34 684 € TTC.

Il a été sollicité de l'Etat et du Conseil Général des Alpes Maritimes une participation pouvant s'élever à 78 % du montant HT de la participation de la commune.

Il rappelle que le montant de la part communale s'élèverait à 22 % de ce montant, soit 6 380 € HT.

Il fait part du résultat de la consultation effectuée et propose au conseil municipal de retenir l'entreprise chargée de réaliser ces travaux.

Il s'agit de l'entreprise PEAN CHARPENTES sise à 06390 CONTES, ZAE 69 chemin rural n°4 Quartier Roseyre, qui est retenue pour un montant de 10 341.88 € HT pour la tranche ferme, 6 936.43 € HT pour la tranche conditionnelle, soit au total 17 278.31 € HT et 20 664.86 € TTC.

LE CONSEIL MUNICIPAL, Ouï l'exposé de monsieur le Maire,

Et après en avoir délibéré, à l'unanimité,

Adopte,

Décide de retenir l'entreprise PEAN CHARPENTES sise à 06390 CONTES pour un montant de 10 341.88 € HT pour la tranche ferme, 6 936.43 € HT pour la tranche conditionnelle, soit au total 17 278.31 € HT et 20 664.86 € TTC.

Autorise monsieur le Maire à effectuer toutes démarches et signer tous documents afférents.

De même, par arrêté municipal, cette entreprise a été choisie pour effectuer la rénovation du lavoir Safranier pour un montant de 6 853.58 € HT, soit 8 196.88 € TTC.

2^{ème} point : Rénovation toiture Médiathèque, 28 rue du Pont Vieux ; Choix de l'entreprise :

Monsieur le Maire rappelle au conseil municipal la délibération du 01^{er} août 2008 informant de la nécessité d'effectuer des travaux de rénovation de la toiture du bâtiment abritant la médiathèque dans un local communal situé au rez de chaussée au n° 28 de la rue du Pont Vieux.

Compte tenu des divers et imprévus, le coût total de cette opération a été estimé à 27 000 € HT, soit 28 485 € TTC.

Il rappelle que le montant de la part communale, s'élève à 25% de ce montant, soit 6 750 € HT, soit 7 125.25 € TTC.

Il a été sollicité du Conseil Général des Alpes Maritimes une participation pouvant s'élever à 45 % du montant HT de la participation de la commune.

Il fait part du résultat de la consultation effectuée et propose au conseil municipal de retenir l'entreprise chargée de réaliser ces travaux, en accord avec l'autre propriétaire de l'immeuble.

Il s'agit de l'entreprise « Avant après concept » sise à CANTARON, 15 avenue de la gare qui est retenue pour un montant de 24 565.72 € H. T. soit 25 916.83 € TTC.

LE CONSEIL MUNICIPAL, Ouï l'exposé de monsieur le Maire,

Et après en avoir délibéré, à l'unanimité,

Adopte,

Décide de retenir l'entreprise « Avant après concept », sise à CANTARON, 15 avenue de la gare, pour un montant de 24 565.72 € H. T. soit 25 916.83 € TTC.

Autorise monsieur le Maire à effectuer toutes démarches et signer tous documents afférents.

3^{ème} point : Rénovation de la STEP ; Nouvelle estimation prévisionnelle :

Monsieur le Maire rappelle au conseil municipal les différentes actions menées concernant la station d'épuration et notamment la délibération du 25 septembre 2008 évaluant le coût de sa rénovation à 1 230 000 € HT.

Il fait part d'un courrier du SILCEN, maître d'œuvre de la réalisation de ce projet, estimant, après approfondissement, cette mise en conformité à 1 325 000 € HT.

Monsieur le Maire propose d'approuver ce nouvel estimatif.

LE CONSEIL MUNICIPAL, Ouï l'exposé de monsieur le Maire,

Et après en avoir délibéré, à l'unanimité,

Adopte le nouvel estimatif de la rénovation de la station d'épuration s'élevant à 1 325 000 € HT tel que précisé en annexe;

Autorise monsieur le Maire à effectuer toutes démarches et signer tous documents afférents.

4^{ème} point ; Création d'un poste d'Adjoint ; (5^{ème} Adjoint) :

Monsieur le Maire rappelle au conseil municipal que la création du nombre d'adjoints relève de la compétence du conseil municipal.

En vertu du Code Général des Collectivités Territoriales et notamment de son article L 2122-2, le conseil municipal détermine librement le nombre d'adjoints sans que celui-ci puisse excéder 30% de l'effectif légal du conseil municipal.

Ce pourcentage donne pour la commune un effectif maximum de cinq adjoints.

Monsieur le Maire propose la création d'un poste d'adjoint supplémentaire portant le nombre total d'adjoints à cinq.

Le conseil municipal ouï monsieur le Maire, après en avoir délibéré, à l'unanimité,

Adopte la création d'un poste d'adjoint supplémentaire portant le nombre total d'adjoints à cinq.

5^{ème} point ; Election du 5^{ème} Adjoint :

Suite à la décision du conseil municipal de créer un cinquième poste d'Adjoint, il est procédé à l'élection de celui-ci conformément au Code Général des Collectivités Territoriales.

Election du cinquième adjoint :

Monsieur Bernard DEBOST a fait acte de candidature.

Election à bulletins secrets.

Premier tour :

Nombre de votants : 17

Nombre de bulletins trouvés dans l'urne : 17

Nombre de bulletins blancs : 01

Nombre de bulletins nuls : 00

Suffrages exprimés : 16

Majorité absolue : 09

A Obtenu :

Monsieur Bernard DEBOST : 15

Mademoiselle Maéva DORDE : 01

Monsieur Bernard DEBOST ayant obtenu la majorité absolue des suffrages est déclaré élu.

Monsieur Bernard DEBOST est proclamé cinquième adjoint et immédiatement installé.

6^{ème} point ; Indemnités du Maire des Adjoints et des conseillers municipaux délégués : Tableau :

Monsieur le Maire rappelle au conseil municipal que différentes dispositions déterminent les modalités d'indemnités de fonction du Maire, des Adjoints et des conseillers municipaux délégués.

Suite à l'élection d'un nouvel adjoint, il convient de voter un tableau annexe récapitulant l'ensemble des indemnités attribuées aux élus.

Le conseil municipal ouï monsieur le Maire, après en avoir délibéré, à l'unanimité,

- Adopte ce tableau selon l'annexe ci-jointe.
- Rapporte toute délibération antérieure portant sur le même objet.

INDEMNITES DES ELUS LOCAUX TABLEAU RECAPITULATIF

MAIRE : DOCTEUR PIERRE DONADEY INDEMNITE : 31 % de l'indice 1015

1^{ère} ADJOINTE : MADAME Marie-Thérèse BARRIOS-BRETON INDEMNITE : 14.025 % de l'indice 1015

2^{ème} ADJOINT : MONSIEUR Gérard SALTON INDEMNITE : 14.025 % de l'indice 1015

3^{ème} ADJOINT : MONSIEUR Bertrand VRIGNON INDEMNITE : 14.025 % de l'indice 1015

4^{ème} ADJOINT : MONSIEUR VALLAURI Jean-Claude INDEMNITE : 14.025 % de l'indice 1015

5^{ème} ADJOINT : MONSIEUR DEBOST Bernard INDEMNITE : 14.025 % de l'indice 1015

Conseiller municipal délégué : MADAME HAVARD-CORBIERE Chantal INDEMNITE : 6 % de l'indice 1015

Conseiller municipal délégué : MADAME SOUMATI Marie-Christine INDEMNITE : 6 % de l'indice 1015

Conseiller municipal délégué : MONSIEUR ZIZZO François INDEMNITE : 6 % de l'indice 1015

7^{ème} point ; SIP : Contribution de la commune ; Programme 2009-2014 :

Monsieur le Maire informe le conseil municipal d'une demande du SIP, Syndicat Intercommunal des Paillons, concernant le montant des contributions que chaque commune souhaite avancer chaque année pour la programmation des travaux de la période 2009-2014, soit six ans.

Plusieurs propositions sont formulées, allant d'un montant annuel de travaux par ce syndicat de 150 000 € à 500 000 €, la contribution de la commune de L'Escarène variant de 4 695 € à 15 650 €.

Il convient à chaque commune de se prononcer sur le montant de cette contribution qu'elle souhaite voire inscrire à son budget chaque année de 2009 à 2014 inclus.

Monsieur le Maire propose au conseil municipal de choisir une contribution annuelle pour cette période de 4 695 € correspondant à un montant annuel de travaux du syndicat de 150 000 € HT.

LE CONSEIL MUNICIPAL, Ouï l'exposé de monsieur le Maire,
Et après en avoir délibéré, à l'unanimité,

- Adopte,
- Décide de choisir une contribution annuelle de 4 695 € pour cette période de 2009 à 2014 inclus correspondant à un montant annuel de travaux du syndicat de 150 000 € HT.
- Autorise monsieur le Maire à effectuer toutes démarches et signer tous documents afférents.

8^{ème} point ; Election des représentants au SIP :

Monsieur le Maire rappelle au conseil municipal la délibération du 29 mars 2008 relative à l'élection des représentants au SIP, Syndicat Intercommunal des Paillons.

Suite à la démission de monsieur Yves BLOUET, il convient de nommer un nouveau délégué suppléant.

Il donne lecture du Code Général des Collectivités Territoriales et notamment son article L 2121-33 relatif à la désignation de délégués pour siéger au sein d'organismes extérieurs.

LE CONSEIL MUNICIPAL, Ouï l'exposé de monsieur le Maire,

Après en avoir délibéré, à l'unanimité,

Décide de procéder à l'élection du délégué suppléant du SIP à main levée, et désigne :

SUPPLEANT : VALLAURI Jean Claude

(Le TITULAIRE restant Docteur Pierre DONADEY, Maire)

9^{ème} point ; Communauté de communes du pays des Paillons ; Pôle multimodal de L'Escarène :

Monsieur le Maire rappelle au conseil municipal le projet du pôle d'échange de la gare multimodale de L'Escarène.

Il fait part de la réunion qui a eu lieu le 20 octobre dernier au conseil général entre les différents intervenants.

Le coût d'investissement est évalué à 1 140 000 € HT sans l'évaluation de la passerelle fixée à un montant de 315 000 € HT.

Il est demandé à tous les partenaires du projet de se prononcer :

- Sur cet aménagement,
- Sur le choix d'un scénario de maîtrise d'ouvrage parmi les 3 proposés :
 - 1) Maîtrise d'ouvrage assurée par le propriétaire principal, la SNCF ;
 - 2) Maîtrise d'ouvrage conjointe, l'un des maîtres d'ouvrage assurant le rôle d'aménageur ;
 - 3) Maîtrise d'ouvrage déléguée par toutes les parties à une structure ad hoc.

LE CONSEIL MUNICIPAL, Ouï l'exposé de monsieur le Maire,

Et après en avoir délibéré, à l'unanimité :

- Adopte le projet tel qu'exposé ci-dessus, (avec un plan légèrement remanié en concertation avec le bureau d'études),
- Décide de choisir le scénario 3 : Maîtrise d'ouvrage déléguée par toutes les parties à une structure ad hoc.
- Autorise monsieur le Maire à effectuer toutes démarches et signer tous documents afférents.

10^{ème} point ; Eglise Saint Pierre Es liens : Motion :

Monsieur le Maire donne lecture au conseil municipal du texte ci-dessous :

« Compte tenu des difficultés rencontrées par notre commune dans la réalisation des divers projets, le conseil municipal entend faire connaître son mécontentement et demande le soutien de tous ceux qui en ont le pouvoir.

Notre église St Pierre Es Liens est un monument historique classé, et nous en retirons une grande fierté.

Le conseil municipal de L'Escarène a d'ailleurs voté à l'unanimité une enveloppe financière pour sa rénovation, laquelle demande un effort très conséquent à nos administrés.

Toutefois, le conseil municipal s'oppose à ce que la protection de ce monument conduise au déclin de notre village ; Cette protection que nous jugeons utile ne doit en aucun cas empêcher notre collectivité de se doter des infrastructures vitales et nécessaires au mieux vivre à L'Escarène.

La communauté de communes du pays des Paillons a un besoin urgent de places d'accueil de la petite enfance.

Elle a obtenu les financements et n'attend plus que le terrain.

La municipalité de L'Escarène a proposé, à l'entrée du village, un terrain tout à fait approprié pour une telle structure intercommunale.

De plus, la construction d'une crèche à cet emplacement permettrait enfin d'améliorer l'esthétique de notre entrée de village et surtout d'en assurer la sécurité si souvent demandée par les services compétents et la population.

Ce terrain, comme pratiquement tout le village, se situe dans la compétence de l'architecte des bâtiments de France qui semble s'opposer à notre projet.

Dans l'intérêt général, le conseil municipal de L'Escarène demande instamment à Monsieur le Préfet, à Monsieur le Sous-préfet Montagne, à Monsieur Pierre Antoine GATIER, architecte en chef des monuments historiques de France d'appuyer notre projet pour que puisse se faire cette crèche dont nous avons tant besoin.

Nous sommes, bien entendu, totalement ouverts aux recommandations qui pourraient nous être faites par les services des bâtiments de France concernant l'architecture du bâtiment projeté et nous proposons de pouvoir en discuter avec l'architecte en charge de notre secteur.

Le conseil municipal appelle à une collaboration de tous les services de l'Etat qui doit nous permettre de réaliser un projet indispensable pour l'intérêt général de nos populations».

LE CONSEIL MUNICIPAL, Oui l'exposé de monsieur le Maire,

Et après en avoir délibéré, par quinze voix pour et une voix contre, madame CAVANI Michelle,

Adopte la motion telle qu'exposée ci-dessus,

Autorise monsieur le Maire à effectuer toutes démarches et signer tous documents afférents.

Monsieur JC VALLAURI indique que s'il s'avère que les décisions de l'Architecte des Bâtiments de France portent préjudice à l'intérêt général de la commune notamment en s'opposant à la réalisation de projets structurants nécessaires et vitaux tels que crèche, école, parking, projet Croix-Rouge ou autres, il lui sera impossible de voter de quelconques crédits pour la rénovation de l'église.

Il précise qu'il regrette cette attitude mais qu'il est essentiel de se révolter face à ces décisions aussi absurdes qu'arbitraires, il sait que plusieurs élus sont d'accord avec lui et que la population refuse d'investir dans l'église tant que ses besoins indispensables ne sont assurés.

Mme MT BARRIOS-BRETON et M. B. VRIGNON confirment avoir le même avis.

Monsieur le Maire souhaite que l'Architecte des Bâtiments de France soit « une force de conseil et non une force de négation ». Il souhaite que l'ensemble des projets structurants, crèche, parkings, école, foyer accueil médicalisé, Croix Rouge, puissent aboutir tout comme l'église.

11^{ème} point ; Manifestations culturelles et sportives, Foires de printemps et de Saint André :

Des subventions sont possibles auprès des conseils général et régional pour l'organisation de diverses manifestations prévues en 2009.

LE CONSEIL MUNICIPAL, Ouï l'exposé de monsieur le Maire,

Et après en avoir délibéré, à l'unanimité :

- Adopte,
- Autorise monsieur le Maire à effectuer toutes démarches et signer tous documents afférents.

12^{ème} point ; Aménagement d'un local communal, rue Rostagni :

Le conseil municipal est appelé à délibérer, en application de la directive préfectorale du 10 mars 2008, sur la demande de concours financier de l'Etat et du Conseil Général au titre de la Dotation Globale d'Equipement 2008.

Monsieur le Maire propose de retenir le dossier suivant et d'approuver son plan de financement.

Aménagement local communal, rue Rostagni :

Le local communal situé dans la rue Rostagni est à rénover entièrement.

Il pourrait être utile pour le mettre à disposition des associations de la commune.

Montant HT de l'opération : 15 000 €.

Plan de financement :

1 Subventions :

Les dépenses envisagées sont subventionnées sur le montant H.T. par l'Etat et le Conseil Général, dans les conditions suivantes :

- Etat : 60%, avec un montant de la dépense subventionnables plafonnée à 160 000 € HT ;
- Conseil Général : 45 % de la part restante, sans toutefois pouvoir dépasser 80 %, dans la mesure où la maîtrise d'ouvrage est confiée à la commune.

2 Participation de la commune :

- Commune 22 % du montant H.T.

- TVA à 19.6 % sur le montant H.T.

3 Programme : Aménagement local communal, rue Rostagni :

- Subventions attendues : Etat	: 9 000 €
Conseil Général	: 2 700 €
Total subventions :	11 700 € soit 78 %
- Part de la commune HT :	: 3 300 €
 - Montant total H. T.	 : 15 000 €
- TVA 19.6%	: 2 940 €
- Montant total TTC	: 17 940 €
- Montant TTC de la part communale	: 6 240 €

LE CONSEIL MUNICIPAL, Ouï l'exposé de monsieur le Maire,

Et après en avoir délibéré, à l'unanimité,

Se prononce favorablement sur cette demande de concours financier de l'Etat et du Conseil Général au titre de la Dotation Globale d'Equipement 2008.

13^{ème} point : Aménagement terrain Ceretto :

Monsieur le Maire informe le conseil municipal de la nécessité d'effectuer des travaux d'aménagement du terrain Ceretto, dont la commune vient d'en avoir la jouissance et qui sera à terme aménagé en parking paysagé.

Des travaux de petits agencements dans un premier temps seraient utiles pour permettre de désenclaver un quartier où le stationnement n'est plus possible.

Ces travaux s'élèvent à 10 000 € HT, soit 11 960 € TTC.

Il est possible de solliciter du Conseil Général des Alpes Maritimes une participation pouvant s'élever à 45 % du montant HT de la participation de la commune.

Une délibération du conseil municipal est nécessaire pour solliciter la subvention éventuelle afférente.

LE CONSEIL MUNICIPAL, Ouï l'exposé de monsieur le Maire,
Et après en avoir délibéré, à l'unanimité,

Adopte,

Approuve le plan de financement suivant :

- Subvention du conseil général : 45 % du montant HT	4 500 €
- Part de la commune : 55 % du montant HT	5 500 €
 - Montant H. T.	 10 000 €
- TVA 19.6%	1 960 €
- Montant total TTC	11 960 €
- Montant total TTC de la part communale :	7 460 €

Autorise monsieur le Maire à solliciter cette aide financière, effectuer toutes démarches et signer tous documents afférents.

14^{ème} point : Terrain Croix Rouge : Autorisation de défrichement :

Monsieur le Maire expose au conseil municipal que dans le cadre du projet de la Croix Rouge, les terrains communaux cadastrés C 191, 192, 193 et 1147, (surfaces de 20, 4320, 1765 et 474 m², soit au total 6579 m²), doivent faire l'objet d'une demande de défrichement auprès de la Direction Départementale de l'Agriculture et de la Forêt.

Une délibération est nécessaire pour autoriser le Maire à déposer le dossier correspondant et signer tous documents correspondants.

LE CONSEIL MUNICIPAL, Ouï l'exposé de monsieur le Maire,
Et après en avoir délibéré, à l'unanimité,

- Adopte,
- Donne mandat à monsieur le Maire en vue de présenter ce dossier aux autorités compétentes en vue de l'intervention d'un arrêté d'autorisation de défrichement,
- Autorise monsieur le Maire à effectuer toutes démarches et signer tous documents afférents.

15^{ème} point : Création emploi saisonnier Agent technique qualifié : Moulin communal :

Monsieur le Maire rappelle à l'assemblée que les emplois de chaque collectivité ou établissement sont créés par l'organe délibérant de la collectivité ou l'établissement.

Monsieur le Maire propose à l'assemblée la création d'un emploi saisonnier d'agent technique qualifié à temps complet à raison de 35 heures par semaine pour une durée de cinq mois du 1^{er} décembre 2008 au 30 avril 2009 pour assurer le fonctionnement du moulin communal ou toutes autres tâches en cas de fonctionnement partiel, de fermeture anticipée, d'ouverture tardive ou de non ouverture de celui-ci.

Compte tenu de ses qualifications, cet agent sera rémunéré à l'indice brut 360, net majoré 334, Echelle 4, échelon 8 et bénéficiera du régime indemnitaire correspondant à son grade.

LE CONSEIL MUNICIPAL, Ouï l'exposé de monsieur le Maire,

Et après en avoir délibéré, à l'unanimité,

Décide d'adopter la création de l'emploi proposé à compter du 01 décembre 2008 aux conditions définies ci-dessus.

Les crédits nécessaires à la rémunération et aux charges des agents nommés dans les emplois sont inscrits au budget, chapitre 012.

16^{ème} point ; 90^{ème} Congrès des Maires de France : Prise en charge des frais :

Monsieur le Maire expose au conseil municipal que le 90^{ème} Congrès des Maires de France se déroule à Paris les mardi 25, mercredi 26 et jeudi 27 novembre 2008.

Il informe que la commune peut procéder au remboursement des frais engagés pour cette manifestation.

Une délibération du conseil municipal est nécessaire pour permettre cette possibilité.

LE CONSEIL MUNICIPAL, Ouï l'exposé de monsieur le Maire,

Et après en avoir délibéré, à l'unanimité moins une abstention, (monsieur le Maire),

- Adopte,

- Décide la prise en charge des frais engagés relatifs au 90^{ème} Congrès des Maires de France qui se déroulera à Paris les mardi 25, mercredi 26 et jeudi 27 novembre 2008,
- Indique que le montant de ce remboursement sera prélevé sur les crédits inscrits au budget M 14 de la commune, article 6532.

17^{ème} point ; Budget M 14 Commune : Virements de crédits :

Monsieur le Maire fait part au conseil municipal d'une observation de la Trésorerie l'informant d'un manque de crédits à l'article 205 « Concessions et droits similaires » du budget primitif 2008 M 14 de la commune.

Il s'agit d'abonder cet article pour mandater les dépenses d'acquisitions des logiciels informatiques des services administratifs de la commune.

Différentes opérations comptables sont à effectuer :

Section d'investissement dépenses :

Article 2313-606 « Travaux Bâtiment communal L'Alambic » : - 7 000 €

Article 205 « Concessions et droits similaires » : + 7 000 €

Une délibération est nécessaire pour approuver ces modifications.

LE CONSEIL MUNICIPAL, Ouï l'exposé de monsieur le Maire,
Et après en avoir délibéré, à l'unanimité,

Adopte,

Autorise monsieur le Maire à effectuer toutes démarches et signer tous documents afférents.

18^{ème} point ; M 14 : Amortissement Logiciels informatique mairie :

Monsieur le Maire informe le conseil municipal que les services de la Trésorerie de L'Escarène demandent à ce que les logiciels informatiques des services administratifs de la commune acquis en 2008 soient amortis.

Monsieur le Maire propose une durée d'amortissement de cinq années.

Des opérations comptables sont nécessaires pour cela sur le budget M 14 de la commune.

Il convient de valider les opérations suivantes figurant sur le tableau.

LE CONSEIL MUNICIPAL, Ouï l'exposé de monsieur le Maire,
Et après en avoir délibéré, à l'unanimité,

Adopte,

Autorise monsieur le Maire à effectuer toutes démarches et signer tous documents afférents.

19^{ème} point ; Prise en charge des frais de formation de deux agents de l'école :

Monsieur le Maire informe le conseil municipal de l'intention de deux agents communaux de l'école de suivre une formation par correspondance pour présenter le concours d'ATSEM, **A**gent **T**erritorial **S**pécialisé des **E**coles **M**aternelles.

Le coût de cette formation étant de 299 € par personne, ces agents sollicitent la prise en charge par la commune de cette dépense ; (soit une dépense totale pour la commune de 598 €).

Monsieur le Maire propose au conseil d'accepter cette demande.

LE CONSEIL MUNICIPAL, Ouï l'exposé de monsieur le Maire,
Et après en avoir délibéré, à l'unanimité,

Adopte,

Décide de prendre en charge le coût de la formation de ces deux agents pour un montant de 598 €,
Autorise monsieur le Maire à effectuer toutes démarches et signer tous documents afférents.

Mesdames Nicole PASTOR et Michèle CAVANI présentent leur démission à la fin de la séance, monsieur Yves BLOUET ayant présenté la sienne après le vote de la 6^{ème} question.

Questions diverses :

Utilisation des installations communales :

A compter du 01^{er} janvier 2009, les associations devront s'acquitter d'un paiement de 06 € de l'heure.

Concernant le gymnase, madame BARRIOS BRETON, première Adjointe, prend la parole :

« Certains présidents d'associations utilisatrices du gymnase nous ont fait connaître leur désapprobation concernant la délibération prise par le Conseil Municipal de l'Escarène mettant à leur charge une partie des frais de fonctionnement du gymnase au prorata de leurs heures d'utilisation.

Un courrier explicatif va leur être adressé afin d'expliquer les raisons de cette modification. En effet, en date du 10 juillet 2008, le Conseil général par décision n° 37 a mis à la charge de notre commune une participation forfaitaire de 14,50 € de l'heure d'utilisation.

Le Conseil général a ramené cette participation à 7 € car le nettoyage et le gardiennage sont assurés par la commune de l'Escarène. Outre le fait que notre prestation est nettement sous évaluée, ce qu'il est important de dire, c'est qu'il est complètement inéquitable de laisser ces frais à la seule charge de notre commune puisque je vous le rappelle le gymnase est ouvert à toutes les associations qu'elles soient escarènoises ou non escarènoises et bien évidemment à tout sportif, escarènois ou non escarènois.

Nous invitons donc les diverses associations à répercuter ces frais sur les demandes de subventions que chacune présentera à sa commune afin que l'équité soit respectée.

Nous demandons également à notre conseiller général d'intervenir auprès de cette collectivité pour qu'elle revienne sur sa décision ».

Il est précisé que le coût réel avoisine les 22 € de l'heure.

**Le Conseil Municipal ayant examiné tous les points mis à l'ordre du jour, la séance est levée.
De nombreuses questions ont été posées auxquelles la municipalité a répondu.**